

Un historien militaire français publie...

1914-1918, la Suisse, plaque tournante au milieu d'une Europe en guerre

Col Hervé de Weck

«Un confesseur ne dénonce pas ceux qui lui ont confié leurs péchés, un homme du renseignement sait aussi ce qu'il peut dire et ne pas dire¹.»

Les historiens militaires français s'intéressent peu à la Suisse neutre pendant les deux guerres mondiales, en particulier au rôle qu'elle a pu jouer dans la stratégie de ses voisins à l'ouest et au nord de ses frontières. Le troisième tome de *L'histoire militaire de la France*² ne fait pas une seule allusion à la défense suisse et aux conversations d'états-majors franco-suisse, en 1916-1917, ainsi qu'entre 1936 et mai 1940, visant à mettre au point un plan de coopération en cas d'invasion allemande.

Le lieutenant-colonel Olivier Lahaie travaille depuis longtemps à rompre ce silence, d'abord en dirigeant un mémoire de fin d'étude à Saint-Cyr, consacré au Service de renseignement militaire suisse³. Après de nombreux articles dans lesquels la Suisse est présente, il publie trois volumes (plus de 1100 pages!) sur *La Guerre secrète en Suisse (1914-1918). Espionnage, propagande et influence en pays neutre*⁴, dans lesquels il met en lumière les fluctuations, en paix comme en guerre, des perceptions concernant l'ennemi potentiel ou réel.

Après sa défaite de 1871, la France vit dans la crainte d'une attaque préventive du II^e Reich à travers le Jura suisse; elle repense la défense de sa frontière Nord et Nord-Est, modernisant les places de Belfort, Besançon et Pontarlier. Celles-ci pourraient servir en cas d'offensive contre l'Allemagne, via la Suisse. Pour Paris, la signature de la Triplique en 1882 accroît le risque d'une telle offensive, y compris une opération italienne, à travers le Plateau, destinée à amener des forces à l'aile gauche des armées allemandes. L'Etat-major à Berlin rejette la proposition de Rome, parce que Berne rallierait alors le camp ennemi, mais il n'exclut pas des mouvements italiens par le col du Brenner.

Dès 1905, le plan Schlieffen, qui prévoit d'abattre la France le plus rapidement possible, avant de s'en prendre à la Russie, privilégie le passage par la Belgique neutre, alors que le commandement français n'exclut pas une offensive par la Suisse. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont tout avantage à ce que celle-ci reste neutre. Le Plan XII français, élaboré en février 1893, prévoit une opération préventive contre la Confédération, au cas où elle conclurait une alliance avec le Reich. Le plan XIII (1895) abandonne cette variante «Suisse». En revanche, le Plan XVI (1908) prend toujours en compte une offensive par la Belgique avec

¹ François Waroux: *James Bond n'existe pas. Mémoires d'un officier traitant*. S.l., Mareuil Editions, 2017, p. 208.

² Sous la direction de Guy Pedroncini. Paris, Presses universitaires de France, 1992.

³ Odoric Porcher: *Le Service de renseignements helvétique (1914-1918): structures, missions, perception des menaces intérieures et extérieures*. Manuscrit. Coëtquidan, 2010. Un exemplaire devrait être déposé à la bibliothèque du Centre d'histoire et de prospective militaires dont un membre, Antoine Schülé, a aidé l'auteur dans ses recherches.

⁴ Saint-Denis, Editions Connaissances et Savoirs, 2017.

une opération secondaire via la Suisse. Maurice Paléologue, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg en 1914, affirme qu'à la veille de la guerre, «nous avons quelques solides raisons de croire que l'Etat-major allemand avait résolu de nous attaquer par la Suisse, pendant que le gros de ses forces nous envahirait par la Belgique. Trois corps d'armée, débouchant de la Haute-Alsace entre Delémont et Porrentruy marcheraient sur Vesoul, de façon à tourner l'obstacle de Belfort – Montbéliard.»

Un monde de l'ombre

Dans sa trilogie basée sur les archives et les travaux parus en Allemagne, en Autriche-Hongrie, en France, en Italie, en Russie et en Suisse, Olivier Lahaie met en lumière l'espionnage militaire, politique, économique et social, la propagande, la guerre économique, menés en Suisse ou à partir de la Suisse, par les belligérants. Une quinzaine de négociations secrètes de paix séparée, dont aucune ne débouche sur un résultat, se déroulent également sur le territoire du petit Etat neutre.

Celui-ci apparaît comme une plateforme idéale, où la marge de manœuvre est élevée, où l'on peut recruter facilement agents, *honorable correspondants*⁵, policiers et fonctionnaires, capables d'annoncer des arrestations, de confectionner de *vrais-faux* papiers. Les officiers traitants racolent chez les compatriotes établis en Suisse, les réfugiés politiques, les réfractaires, les déserteurs, les portiers d'hôtel, les garçons de café, les chauffeurs, les grooms. En février 1918, plus de 4000 déserteurs étrangers résident en ville de Genève. En novembre, on dénombre dans le pays 20000 réfractaires (8000 Italiens, 6000 Allemands, 2800 Français, 2500 Autrichiens et 1500 Russes). De leur côté, des membres des diverses nationalités de l'Empire austro-hongrois, réfugiés en Suisse, se livrent à des activités hostiles à la monarchie bicéphale. Des Russes en font de même contre le régime autocratique tsariste. Dans ce monde, il y a toujours des agents doubles... Collecter des informations concernant la Suisse n'apparaît pas comme la mission première des SR belligérants et des attachés militaires. Elle sert d'observatoire privilégié à partir duquel on peut se documenter sans trop de risques sur le camp ennemi, voire sur les alliés...

Olivier Lahaie s'occupe essentiellement de la recherche d'informations dans le terrain, moins de l'analyse qui les transforme en renseignements et ce qu'en font les commandements militaires et les gouvernements. Le titre de l'ouvrage annonce d'ailleurs l'«espionnage», pas le renseignement.

La conduite de la guerre secrète par les belligérants implique la prise en compte de la situation intérieure et extérieure de la Suisse, de sa géographie qui joue souvent un rôle déterminant, de sa politique de défense, de son économie, de sa puissance financière, de sa perception de la menace, sans oublier ses services de renseignement, de contre-renseignement et de censure, ainsi que ceux des quatre Etats voisins de la Suisse, avec des coups de projecteur sur les services britanniques et russes. Bien avant la guerre, l'*Okhrana* suivait déjà en Suisse les émigrés ennemis des Romanov. Les services de tous les belligérants s'adaptent à la dimension économique de la guerre, car il s'agit de réduire, voire de supprimer les approvisionnements de l'ennemi, par conséquent de faire dans le renseignement économique.

Les lacunes du renseignement et du contre-renseignement suisses, un certain laxisme s'expliquent en partie par le manque de moyens. Malgré la guerre qui sévit aux frontières, les

⁵ Des agents non rétribués.

structures, les effectifs, les budgets du temps de paix ne sont pas modifiés. Les polices cantonales, la gendarmerie d'armée s'avèrent incapables de faire respecter le principe qui veut que les étrangers s'abstiennent de toute activité politique. Pour délit de renseignement au profit d'une puissance étrangère, la législation en Suisse prévoit entre 10 jours et 6 ans d'emprisonnement, des amendes entre 20 et 20000 francs, le bannissement pour les citoyens étrangers, l'expulsion pour les diplomates. Des sanctions, peu dissuasives! Seuls les militaires suisses coupables d'espionnage contre leur pays, donc de trahison, passent devant un tribunal militaire. Il n'y a pas d'exécutions capitales en Suisse pendant la Première Guerre mondiale.

La Suisse, «champ de bataille» et poste d'observation

Depuis la seconde moitié des années 1880, le SR français entretient des «postes-frontière» dirigés contre l'Allemagne à Evian-les-Bains, Annemasse, Genève, Pontarlier, Belfort, Bâle. A Chambéry, on travaille contre l'Italie et l'Autriche-Hongrie. Les consulats français de Genève, Berne, Bâle, Lugano, Saint-Gall et Davos font également du renseignement. En 1911, l'attaché militaire français à Berne est un simple capitaine d'infanterie, le lieutenant-colonel Gaston Pageot lui succède, en poste de 1913 jusqu'en septembre 1916, puis le général André Morier jusque dans le courant 1917. A ce moment, le colonel Pageot revient sur les bords de l'Aar.

Pendant ces deux périodes, il s'occupe de l'attribution de passeports, de renseignement, de contre-renseignement, de propagande, de contrebande avec les Empires centraux, de surveillance des prisonniers de guerre français internés en Suisse. Il dispose d'une dizaine d'officiers, dont le capitaine Raspail, spécialiste en sabotage et en *guerre biologique* dans les Empires centraux. Ces messieurs s'intéressent également au système militaire suisse, aux plans de défense, à l'état d'esprit des citoyens-soldats, à la francophilie et à la germanophilie dans la population. Les sympathies des Suisses romands pour la France facilitent le recrutement et les contacts.

Ces combattants de l'ombre, un beau jour, veulent mettre la main sur une liste des agents allemands travaillant en France, qui se trouve dans un coffre de la légation allemande à Berne. Trois *experts* venus de la métropole, dont un perceur professionnel de coffres sorti de prison pour l'occasion, pénètrent dans des locaux pourtant bien gardés, percent le coffre au chalumeau, raflent les documents convoités et se replient. Les diplomates allemands ne semblent pas avoir porté plainte!

Le manque de collaboration, les rivalités, voire l'hostilité entre les différents services français expliquent de nombreuses actions aux rendements discutables. Les rapports collectés à l'Etat-major de l'Armée ou au Grand quartier-général sont souvent contradictoires.

Le SR allemand surveille la France depuis Genève, Lausanne et Bâle. Il apprécie les papiers d'identité suisses pour créer les légendes de ses agents engagés en territoire ennemi. Le ministre von Romberg, accrédité à Berne, se considère comme un informateur essentiel de son gouvernement. L'attaché militaire, le major von Bismarck, dispose d'officiers qui effectuent leur travail clandestin en étroite collaboration avec les consulats. Au début de la guerre, des Allemands établis dans le pays, des Suisses germanophiles⁶ leur fournissent spontanément des informations. Von Bismarck, pour sa part, tire profit des bavardages inconsidérés d'officiers supérieurs suisses.

⁶ Selon les sources françaises, le pourcentage de Suisses alémaniques germanophiles varie entre 15 et 30%.

Dans un souci humanitaire, Berne promeut des échanges de grands blessés entre l'Allemagne et la France, l'internement en Suisse de certaines catégories de prisonniers de guerre, le rapatriement en France de populations de régions envahies par l'Allemagne. Le SR allemand profite de ces opportunités pour faire pénétrer des agents dans l'Hexagone.

L'attaché militaire austro-hongrois à Berne, le colonel von Einem, travaille en priorité sur l'Italie et l'Empire des tsars. Il recourt aux services d'officiers qui font partie du personnel de consulats, ainsi que d'exilés politiques russes.

Dans son *Rapport sur le service actif 1914-1918*, le général Wille affirme que «les cas d'espionnage militaire contre la Suisse étaient rares. Les institutions militaires, dont la connaissance pouvait présenter quelque intérêt pour l'étranger, étaient trop patentes chez nous ou trop faciles à connaître pour qu'on eût besoin d'y entretenir un service de renseignement spécialisé et compliqué. Par contre, l'espionnage entre les puissances belligérantes prit rapidement des proportions gigantesques et menaçantes pour la neutralité et la sécurité de la Suisse.»

Émile Thilo, greffier au Tribunal fédéral, écrit en 1936: «Pendant la Guerre mondiale, la Suisse a été la terre bénie des espions. Ils y pullulaient, et ce n'est certes pas la peur de la Cour pénale fédérale, avec ses condamnations anodines, qui les empêchait de travailler à plein rendement, de soudoyer des douaniers, des agents de police et même des officiers, de contrôler consulats et légations, de faire sauter des coffres-forts, d'acheter une usine entière pour en faire une centrale d'espionnage, de monter une imprimerie clandestine pour la fabrication de faux, de se livrer au rapt de personnes, d'administrer des soporifiques ou d'appliquer un masque avec du chloroforme.» Cet espionnage – militaire, politique, diplomatique, économique – expose la Confédération à plusieurs dangers graves. Il met notamment en cause sa neutralité, porte atteinte à sa capacité de défense, pousse des citoyens suisses à la délation et quelques-uns à la trahison⁷.

Plus le conflit dure, plus la guerre économique prend de l'importance, et plus l'Entente, qui croit à l'efficacité du blocus pour vaincre les Empires centraux, veut contrôler le commerce des neutres, empêcher leurs échanges avec les Empires centraux, ce qui accroît l'importance du renseignement économique.

L'affaire des colonels, les plans «H» et «H'»

A la fin 1915, le public apprend que les colonels Egli et von Wattenwyl, respectivement sous-chef d'Etat-major général et chef du Service de renseignement, remettent aux attachés militaires allemands et austro-hongrois le *Bulletin de l'Etat-major suisse* qui contient des informations sur les armées de l'Entente, ainsi que des documents russes, traduits par le SR suisse.

Si, en Suisse, on considère souvent l'«affaire des colonels» comme un élément important d'un *drame national*, Olivier Lahaie la voit comme l'arbre qui cache la forêt, un épisode banal et sans danger pour l'Entente, sciemment montée en épingle, instrumentalisée par la propagande française. L'historien helvétique souhaiterait pourtant trouver une réponse basée sur les

⁷ Centre français de recherche sur le renseignement (Cf2R), www.cf2r.org.

archives françaises à une question lancinante: les deux officiers, le SR suisse ont-ils également collaboré avec le SR français?

Celui-ci considère le général Wille et le commandant de corps von Sprecher comme des germanophiles. S'ils admirent l'Armée allemande, ils veulent défendre à tout prix le pays. A Paris, on doute aussi de l'impartialité des services suisses, mais on semble ignorer qu'un fils du Général livre des renseignements militaires au consul allemand de Zurich. Busso von Bismarck, l'attaché militaire allemand à Berne, se rend fréquemment dans les bureaux du SR suisse, où l'on entendrait souvent «*Das kann die Deutschen interessieren...*». Pour remercier les Suisses de leur coopération, l'attaché renvoie l'ascenseur, donne la date de l'offensive contre Verdun et d'autres informations confidentielles. Dans ses souvenirs, Bismarck confirme que *IIIb* lui fournissait des informations servant de monnaie d'échange avec Berne. Les attachés de l'Entente ne semblent pas disposer de tels moyens.

Lorsque l'attaché français dénonce aux autorités fédérales un agent allemand, le SR suisse s'empresse de déclarer que l'individu est un de ses agents infiltrés, de manière à éviter des poursuites judiciaires. Fin septembre 1916, le SR français prétend que, avec l'accord de l'Etat-major fédéral, un agent suisse a livré les plans de défense de Belfort aux Allemands. En septembre 1917, le lieutenant-colonel suisse de Goumöens fait un voyage d'étude sur le front français. Ses hôtes font preuve de prudence, lorsqu'il se risque à poser des questions sur l'espionnage en France. Ils se contentent d'évoquer les moyens d'acquisition du renseignement sur le champ de bataille et de lui montrer qu'ils connaissent bien l'ordre de bataille allemand.

La France, comme l'Allemagne, fait dans la *Realpolitik*: elle met au point en 1915 un plan d'invasion de la Suisse baptisé «H» comme «Helvétie» qui, depuis la fin 1916, va servir de base au plan «H'» de coopération franco-suisse. Contrairement à ce que pensent les services français, Theophil von Sprecher, chef de l'Etat-major de l'Armée, ne signe pas le 2 août 1914, sans avertir le Conseil fédéral, «un protocole secret d'alliance avec Moltke». Ce serait une violation évidente de la neutralité. Il ne faut pas prendre pour la signature d'une alliance des conversations d'états-majors et la planification d'une alliance qui n'entrerait en vigueur qu'au moment où le Conseil fédéral, en cas d'invasion allemande, signerait un document politico-militaire, ce qui est compatible avec le statut de neutralité.

Lénine, la révolution bolchevique et la grève générale de novembre 1918

Lénine, qui se trouve en Suisse avec son épouse, *prêche* la révolution bolchevique en Russie et dans le monde. Il pense qu'elle pourrait commencer en Suisse et qu'elle a plus de chance de se déclencher à Zurich qu'à Berne. En octobre 1917, il considère pourtant les Suisses comme de «petits bourgeois». Il prend le train pour la Russie, grâce à la médiation de socialistes suisses, dont le conseiller national Robert Grimm (les services français le considèrent comme un agent allemand), surtout grâce à l'engagement matériel et financier du SR allemand qui a bon espoir que, par la révolution, Lénine fera sortir la Russie de la guerre. Le Suisse Fritz Platten l'accompagne.

Quelque soixante pages sont consacrées au risque de révolution en Suisse en automne 1918. Les appréciations de situation du Conseil fédéral, du commandement de l'Armée, des autorités politiques et militaires de l'Entente, telles qu'Olivier Lahaie les présente,

proviennent de sources françaises et suisses, de la prise en compte des événements de 1918⁸. C'est une des parties les plus intéressantes de *La Guerre secrète en Suisse (1914-1918)*. L'auteur explique les raisons de la fausse appréciation de la situation des autorités politiques et militaires fédérales, ainsi que de celles de l'Entente. La révolution bolchevique, qui sévit dans plusieurs villes des Empires centraux, est sur le point de toucher la Suisse; elle risque de s'étendre en France. La grève générale de novembre passe pour une grève révolutionnaire, qui vise au renversement des institutions fédérales, pas pour une grève sociale. On sous-estime la misère, le mécontentement en Suisse, dû aux pénuries et à une forte inflation⁹. Du côté de l'Entente, on fait comprendre qu'on interviendra militairement en Suisse, si le Conseil fédéral se montre laxiste. Le SR français apparaît obnubilé par un mythe: le bolchevisme, virulent en Suisse, a été soutenu et financé par l'Allemagne qui cherchait à ce que la révolution contamine et affaiblisse les pays de l'Entente.

Quelques remarques générales

Olivier Lahaie articule son ouvrage en cinq parties centrée chacune sur une année du conflit. Ce découpage ne permet pas le traitement suivi d'un thème, d'autant que chaque chapitre a la forme d'une chronique s'étendant sur douze mois. Pour les années 1915 à 1917, le plan est identique: insoumis, réfractaires, déserteurs, pacifistes; activités des services de renseignement étrangers; propagande; blocus et guerre économique. Ce découpage implique des répétitions, le *saucissonnage* de certains événements et problèmes, qui ne facilitent leur compréhension. Le lecteur qui voudrait avoir d'emblée une vue d'ensemble sur l'un de ces thèmes les prendra à la suite dans chacun des trois volumes. Il trouvera par ailleurs des synthèses à la fin de la trilogie.

En temps de guerre, les neutres ont mauvaise presse («Qui n'est pas avec moi est contre moi»). Les belligérants les accusent de profiter de la situation, de s'adonner à toutes sortes de trafics louches, voire scandaleux, ils dressent des listes noires d'entreprises. Olivier Lahaie présente la Suisse telle que la voient le commandement militaire et les autorités politiques de l'Entente, «le quartier général des magnats de l'industrie, de la banque et du commerce allemand». Pourtant, les secteurs des machines, de la micromécanique et de l'horlogerie travaillent pour les deux camps. Le petit Etat neutre doit absolument fournir aux belligérants les produits dont ils ont besoin, pour obtenir en contrepartie le charbon, le fer, le pétrole, les denrées alimentaires sans lesquels son existence serait très gravement menacée? Existe-t-il, en temps de guerre, des exportations innocentes? Même le lait condensé, le chocolat et le tabac servent à l'effort de guerre!

La Guerre secrète en Suisse (1914-1918). Espionnage, propagande et influence en pays neutre, comblant un vide, explore avec rigueur le monde de l'ombre en Suisse durant la Première Guerre mondiale. Christophe Vuilleumier, dans *La Suisse face à l'espionnage 1914-1918*¹⁰ avait déjà donné un coup de projecteur en 2015.

H.W.

⁸ Tome 3, chapitre 2 «Que faire des insoumis et des déserteurs?»

⁹ Malgré le climat de tension et de violence pendant la grève générale de novembre 1918 et toutes celles qui l'ont précédée, jamais un citoyen-soldat gréviste n'a sorti l'arme d'ordonnance qu'il conserve à la maison en dehors des périodes de service. A l'époque, il doit y avoir plusieurs centaines de milliers de fusils et de revolvers dispersés dans le pays.

¹⁰ Genève, Editions Slatkine, 2015.

Légendes des photos

- 01.- Du côté français, on dénonce l'espionnage allemand en Suisse, mais on est également très actif dans ce pays!
- 02.- Un déserteur français en Suisse (collection André Schwab).
- 03.- Un déserteur allemand à Porrentruy (collection André Schwab).
- 04.- Des prisonniers français à Macolin en 1915 (collection F. & D. Cartier).
- 05.- Sur la frontière, Pierre Bucher, chef du poste de renseignement français de Réchésy (dénommé «Académie de Réchésy») en conversation avec des soldats suisses près du Largin (commune de Bonfol (collection ECPAD, Paris).
- 06.- L'affaire des colonels vue par la revue *L'Arbalète*...
- 07.- ... Theophil von Sprecher, chef de l'Etat-major de l'Armée, couvre ses subordonnés.
- 08.- Un espion fusillé à Villars-Cotterêt en France. Il n'y a pas eu de fusillés en Suisse entre 1914 et 1918.
- 09.- Lénine et son épouse pendant leur séjour en Suisse.
- 10.- Pendant la grève générale de novembre 1918, interruption du trafic à la gare de Bienne (collection F. & D. Cartier).
- 11.- Troubles, grèves et insurrections bolcheviques en Europe à la fin de la guerre. Les autorités suisses croient en novembre 1918 que la révolution débute à Berne et à Zurich...